



haïti

Nous avons reçu la lettre suivante au sujet des derniers événements haïtiens. Elle exprime la position des militaires révolutionnaires haïtiens et donne une information précise sur la situation de leurs organisations.

Depuis bientôt un mois, la vie politique de Haïti connaît une période d'agitation intense. Les incidents se multiplient : actes de résistance, explosions et coups de feu inexplicables. A quoi le Dictateur répond par sa méthode habituelle : terreur, arrestations arbitraires, assassinats. Le lundi 14 avril 1969, ce fut le sommet de la crise : les journaux officiels, à la solde de Duvalier, annonçaient des opérations militaires à Boutillier (localité située à quelques kilomètres de Port-au-Prince), avec l'appui de l'artillerie contre une « citadelle » communiste. Depuis lors, fouilles, arrestations et exécutions se poursuivent dans le pays dans une atmosphère d'hystérie, à un rythme de plus en plus accéléré.

Que se passe-t-il en fait ? Pour le dictateur, un petit groupe de « communistes » tenterait follement de troubler l'ordre dans le pays. Déjà le 10 mars 1969, dans une interview accordée à M. Georges Beebe, directeur de « Miami Herald », et à M. Jerry Fletcher, journaliste du « Daily Gleaner » de Kingston, Duvalier déclarait que « les seuls gens que nous n'accepterons jamais sur notre territoire, ce sont les communistes, car ils empêchent les Etats-Unis de remplir leur rôle de leadership dans le monde libre ». « Haïti, disait-il, est le bastion le plus solide contre les communistes dans les Caraïbes ». En annonçant les événements du 14 avril, la presse officielle parlait pour la première fois du P.U.D.A. (Parti Unifié des Démocrates Haïtiens) et du P.E.P. (Parti d'Entente Populaire) et de la création du P.U.C.H. Les journaux fidèles à Duvalier prétendent que c'est le quartier général des communistes qui aurait été pulvérisé, avec une trentaine de militants morts, des prisonniers acheminés à Port-au-Prince, des armes, des documents, du matériel d'imprimerie et de propagande saisis. Ils affirment que l'aventure a pris fin, mais en même temps, des nouvelles arrivent de Port-au-Prince sur des fouilles continues opérées de nuit et de jour, des arrestations, des enlèvements de citoyens suspects d'avoir des idées de gauche ; de plus, Duvalier a fait voter par la Chambre une loi condamnant à mort tous les sympathisants de près ou de loin au mouvement communiste.

Beaucoup de gens se demandent s'il s'agit d'un épisode comme les autres dans l'histoire de douze ans de résistance d'un peuple contre la dictature. En fait, la situation actuelle comporte un élément d'une extrême importance, un élément qui est un tournant dans la lutte contre le régime duvalériste. Et c'est justement cet élément que Duvalier veut cacher à l'opinion internationale. Cette fois-ci, c'est une organisation intérieure qui anime et organise la résistance populaire. Le dictateur utilise l'arsenal traditionnel de sa propagande pour cacher ce caractère nouveau de la lutte. Il prétend que c'est Moscou et La Havane qui organisent la subversion en Haïti, que c'est un petit groupe de communistes, coupés de la population, qui troublent l'ordre et la paix dans le pays.

Mais tout le monde sait que, si les douze années de dictature ont été aussi douze années de résistance, c'est tout simplement parce que la misère et la terreur appellent la résistance et la lutte. Sans cesse, à travers une histoire tissée d'efforts tenaces et continus, de tâtonnements et d'erreurs, de sacrifices héroïques et de progrès continus, un mouvement populaire s'est lentement consolidé et a fini par réunir le gros de ses forces en une avant-garde, en une seule organisation, le PARTI UNIFIÉ DES COMMUNISTES HAÏTIENS, le P.U.C.H.

S'il nous est impossible de donner le détail des événements actuels, nous pouvons néanmoins affirmer que le P.U.C.H. depuis quelques temps anime et organise des actions de résistance populaire armée en Haïti. Déjà avant la création du Parti Unifié, de nombreuses manifestations de résistance paysanne ont eu lieu dans le pays. Puis ce furent en janvier 1969 des actes de résistance contre les arrestations en février des attaques contre les Tonton-Macoutes pour prendre leurs armes, et le 6 mars la révolte armée des paysans à Cazale. Tous ces actes sont orientés vers le but précis que s'est fixé le mouvement révolutionnaire haïtien : mettre en mouvement les paysans pauvres et les masses populaires des villes, encadrer leurs actions, développer leur conscience politique, pour les mettre en mesure de renverser elles-mêmes la dictature de Duvalier et de briser la domination des classes dirigeantes.

Voilà pourquoi Duvalier s'acharne à répéter que la résistance actuelle est organisée par un groupe de terroristes téléguidés par des pays socialistes et étrangers aux problèmes du pays. Voilà pourquoi, en même temps, Duvalier

a réagi avec la plus grande sauvagerie contre les paysans de Cazale, brûlant les maisons et massacrant une grande partie de la population. La répression est aujourd'hui à son comble : les prisons regorgent de gens, si bien que le représentant du Comité International de la Croix Rouge (C.I.C.R.) n'a pu obtenir aucune autorisation pour visiter les détenus politiques.

Pour Duvalier en effet, il faut à tout prix empêcher la résistance actuelle de se muer en une marée révolutionnaire qui balaiera sa dictature et le régime. Il va de soi que Duvalier essaie en même temps d'obtenir la bienveillance et l'aide de ses patrons à Washington. Dans son entreprise de répression aveugle et sauvage, il est soutenu par toute la réaction, par les polices de tous les pays réactionnaires et surtout par la C.I.A., par les chapelles des politiciens haïtiens antinationaux embusqués aux Etats-Unis, en France et même à Paris. Ainsi, des Haïtiens, surtout les jeunes revenant de l'Europe ont été arrêtés, sans aucune discrimination à leur arrivée à l'aéroport de Port-au-Prince, et conduits au poteau d'exécution.

Néanmoins l'avant-garde révolutionnaire en Haïti prend pied dans les masses, gagne la confiance du peuple, réveille l'esprit de révolte et crée des bases de résistance active, si bien qu'AUCUNE REPRESSION NE POURRA DETRUIRE LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE HAÏTIEN. C'est là l'élément nouveau qui fait de la crise actuelle un véritable tournant dans l'histoire de la lutte du peuple haïtien contre la dictature de Duvalier et contre le régime semi-féodal et néo-colonial. L'avant-garde révolutionnaire est arrivée à un point où elle pourra par son propre dynamisme panser ses plaies, combler ses pertes et gagner du terrain.

Cela ne signifie pas, naturellement, que les jeux sont faits, que l'avenir de la révolution est désormais assuré en Haïti. En effet, le pays aura à faire face à deux difficultés majeures : 1) Celle d'une intervention directe de l'impérialisme américain avec lequel collaborent tous les opposants traditionnels exilés à New York, qui songent seulement à prendre la place du dictateur ; 2) celle de la trahison de certaines grandes puissances, quelle que soit leur nom, qui n'ont aucun intérêt à voir un pays du Tiers-Monde s'engager dans une lutte populaire armée pour accéder lui-même à son indépendance politique et économique.



• Papa Doc • Duvalier

Pour terminer, il nous faut mentionner le rôle particulièrement peu reluisant que tiennent certains « professeurs » haïtiens détachés en France. Pour la plupart agents de la C.I.A., ils consacrent le plus clair de leurs activités professionnelles au repérage des militants révolutionnaires haïtiens et au mouchardage ; rien d'étonnant à ce que, lors de leur retour sur l'île, ceux-ci soient prestement arrêtés ou exécutés.

uruguay

URUGUAY : CONTRE LA VISITE DE ROCKEFELLER, LES GUERRILLEROS URBAINS TUPAMAROS GARDENT L'INITIATIVE.

Vendredi 20 juin. — Les guérilleros urbains « Tupamaros » ont attaqué à la mitrailleuse et aux explosifs l'immeuble de la « General Motors » à Montevideo. L'incendie s'est déclaré, s'est développé, s'est soldé par des dégâts évalués à un million de dollars U.S.

Samedi 21 juin. — Tandis que les étudiants, par groupes de 100 à 150 attaquaient à coup de pierre les locaux des quatre principales firmes automobiles U.S., ne laissant pas une vitrine intacte et le siège du tribunal où doivent être jugés les membres de l'organisation Tupamaros, les commandos du M.N.L. (Mouvement de Libération Nationale), Tupamaros ont occupé les locaux de « Radio Boreal » et ont diffusé un message révolutionnaire contre la présence en Uruguay de Nelson Rockefeller, envoyé spécial de l'administration Nixon.

La police a été obligée de couper l'électricité dans la plus grande partie de la capitale, ce qui a empêché la retransmission de la conférence de presse que donnait le gouverneur de New York au même moment.

(Dans notre prochain numéro un article sur les développements de la situation en Uruguay et sur les conceptions politiques des Tupamaros.)

message de hugo blanco

Les gorilles boliviens ont arrêté le camarade Raul Castro Vera, étudiant péruvien qui se trouvait de passage en Bolivie.

Ce qui lui est reproché, c'est d'être un dirigeant étudiant et également un dirigeant du F.I.R. (Front de la Gauche Révolutionnaire), organisation dont je suis moi-même membre.

Vu le danger qu'il court entre les mains sanguinaires souillées du sang du Che, il est urgent de mener une campagne internationale pour sa libération.

Fraternellement,

Hugo Blanco
Isla Penal "El Frontón"

C'est dans le courant avril que Raul Castro Vera, président du Centre des Etudiants de Lima-Pérou, a été arrêté par la police bolivienne dans la localité frontière de Villazon.

Le camarade Raul Castro Vera revenait d'Argentine et passait par la Bolivie pour rentrer au Pérou. Sa capture semble être une opération d'Interpol (1) qui a procédé à la demande de la Junte militaire péruvienne. Depuis son arrestation, il se trouve au secret dans les locaux de la D.I.C. (2).

Pour la police péruvienne, il n'est que de peu d'importance que notre camarade ait eu avec lui des publications d'extrême-gauche, largement diffusées à Buenos-Aires, puisqu'il se proposait de rentrer au Pérou. Ce qui apparaît au travers de cette arrestation d'un membre du F.I.R., c'est une fois de plus la concertation des polices politiques au niveau continental par le biais d'Interpol, qui peut intervenir à tout moment et en tout lieu, à la demande d'un des régimes au pouvoir et aussi sur les consignes de la C.I.A. nord-américaine.

LIBERTE POUR RAUL CASTRO VERA.

(1) Rien à voir avec les défenseurs de la veuve et de l'orphelin qu'on nous présente à la télévision ; il s'agit de l'organisme continental de coordination des polices, donc des polices politiques.

(2) Police politique bolivienne.